

La Refondation : premier bilan et perspectives



Introduction

Lorsque la transition politique appelée « Refondation » s'est ouverte à Madagascar en octobre 2025, beaucoup y ont vu un moment de bascule historique. Une mobilisation populaire d'ampleur, portée par une jeunesse urbaine lassée des crises quotidiennes, est parvenue à fissurer un pouvoir installé depuis plusieurs années. L'armée a refusé de réprimer les manifestants. Le régime s'est effondré en quelques jours. Une transition politique s'est installée.

Dans l'enthousiasme des premières semaines, la Refondation apparaît alors comme une opportunité rare : celle de repenser les institutions, de combattre la corruption et de corriger les déséquilibres structurels qui ont fragilisé l'État malgache depuis des décennies.

Mais cinq mois plus tard, le constat est plus ambigu. Le gouvernement est dissous. Le Premier ministre quitte ses fonctions. Les promesses de transformation semblent suspendues. Pour comprendre cette séquence, il faut revenir à l'histoire même de cette refondation. Car les fragilités qui ont conduit à son blocage étaient présentes dès ses premiers jours.

Une refondation née d'une crise sociale

La séquence commence le 25 septembre 2025 à Antananarivo. Des manifestations éclatent dans la capitale. Les revendications portent d'abord sur des questions concrètes : coupures d'électricité, pénuries d'eau, inflation, dégradation du niveau de vie et corruption. Mais très rapidement, ces protestations prennent une dimension politique. Une partie des manifestants réclame la démission du président en place et dénonce un système jugé incapable de répondre aux besoins fondamentaux de la population. Le mouvement se caractérise par une forte présence de jeunes urbains, souvent désignés sous l'appellation de Génération Z. Leur mobilisation se diffuse rapidement grâce aux réseaux sociaux et échappe largement aux structures politiques traditionnelles. Cette mobilisation ouvre une brèche dans un système politique pourtant solidement installé. Mais elle reste avant tout un mouvement social. Elle ne dispose ni d'une organisation structurée, ni d'un leadership politique clairement identifié.

Le tournant militaire

Le véritable basculement intervient les 11 et 12 octobre 2025.

Une unité militaire importante, le CAPSAT, annonce qu'elle refuse de tirer sur les manifestants. Ce geste modifie profondément l'équilibre politique. L'armée devient alors l'arbitre de la crise. Le président quitte le pays. Quelques jours plus tard, la Haute Cour constitutionnelle investit le colonel Michaël Randrianirina comme président de la Refondation de la République. La transition est officiellement lancée. Cette décision s'inscrit dans un cadre institutionnel particulier où la Haute Cour constitutionnelle joue un rôle central dans la validation des transitions politiques à Madagascar. Dans l'immédiat, l'objectif affiché est double : stabiliser la situation politique et préparer une réforme des institutions. L'armée se présente comme garante de l'ordre et de la transition, tout en affirmant sa volonté de remettre progressivement le pouvoir aux civils.

Une civilianisation rapide

La transition entre dans une nouvelle phase le 20 octobre 2025 avec la nomination d'un Premier ministre civil : Herintsalama Rajaonarivelo.

Le choix de ce profil répond à une logique précise. Ancien dirigeant du patronat malgache et technocrate reconnu, Rajaonarivelo est perçu comme une figure capable de rassurer les milieux économiques et les partenaires internationaux. Le gouvernement qu'il forme quelques jours plus tard comprend une trentaine de ministres. Officiellement, la transition militaire cède la place à une gouvernance civile. Mais cette civilianisation révèle rapidement une ambiguïté majeure.

Un Premier ministre issu du système

Avant sa nomination à la tête du gouvernement, Herintsalama Rajaonarivelo occupait un poste stratégique dans le système financier malgache. Il était président du conseil d'administration de la BNI Madagascar, l'une des principales banques du pays.

Dans une institution bancaire de cette taille, la fonction de président du conseil d'administration ne relève pas d'un rôle symbolique. Le conseil supervise les mécanismes de gouvernance, les dispositifs de conformité et les systèmes de contrôle interne destinés à prévenir les opérations financières à risque. Dans les grandes banques, ces mécanismes constituent la première ligne de défense contre les flux suspects et les opérations potentiellement liées au blanchiment d'argent. La question soulevée par cette séquence n'est donc pas celle d'une responsabilité individuelle, mais celle du fonctionnement global du système bancaire et de sa capacité à détecter et encadrer des mouvements de capitaux d'une telle ampleur. Cette position le plaçait au cœur des circuits financiers qui structurent l'économie nationale. Quelques jours avant sa nomination, une affaire financière attire l'attention : des transferts de fonds importants attribués à l'homme d'affaires Mamy Ravatomanga vers l'île Maurice. Ces opérations font l'objet d'enquêtes pour blanchiment et conduisent au gel de plusieurs comptes bancaires dans différentes institutions financières malgaches.

Plusieurs banques sont concernées, dont la BNI.

Il est important de préciser qu'aucune source publique n'affirme que Rajaonarivelo a participé à ces transferts. Mais la chronologie de ces événements soulève des interrogations dans le débat public. Le président du conseil d'administration d'une banque impliquée dans des flux financiers controversés devient Premier ministre au moment même où la transition politique s'installe. Cette séquence alimente une question plus large : celle de la continuité des réseaux économiques dans la transition politique.

Chronologie BNI / Ravatomanga

Cette chronologie suscite à tout le moins un vrai questionnement en matière de gouvernance. Quelques jours avant sa nomination, nous notions en effet que Herintsalama Rajaonarivelo présidait le conseil d'administration de la BNI Madagascar, l'une des principales banques du pays. Au même moment, nous soulignions également que des enquêtes financières ont été menées sur des transferts de fonds attribués à l'homme d'affaires Mamy Ravatomanga vers l'île Maurice. Plusieurs comptes bancaires liés à ces opérations ont été alors gelés.

La question posée dans le débat public ne remettait pas en cause la responsabilité personnelle du futur Premier ministre, mais visait à s'assurer de la capacité du système bancaire à détecter et prévenir des flux financiers d'une grande ampleur. Cette séquence illustre la proximité structurelle entre les sphères économique et politique.

La permanence des structures de pouvoir

Pour une partie de l'opinion publique et des acteurs du mouvement de protestation, cette nomination symbolise une réalité difficile à ignorer.

Le système politique peut changer de dirigeants sans modifier ses structures profondes. Nous n'avons cessé de le souligner dans nos précédents articles. (S9-26)

Les milieux économiques et financiers jouent un rôle central dans l'organisation du pouvoir à Madagascar. Plusieurs grandes banques - BNI, BMOI ou SBM- constituent l'infrastructure financière des grandes fortunes et des groupes économiques influents. Autour de ces institutions gravitent des réseaux d'entreprises présents dans des secteurs stratégiques : énergie, transport, exportations agricoles ou logistique. Cette concentration économique est une caractéristique structurelle de l'économie malgache. Un nombre relativement limité de groupes d'affaires contrôle une part significative des activités stratégiques du pays, depuis les importations de produits essentiels jusqu'aux infrastructures énergétiques et logistiques. Ainsi, les frontières entre sphères économique, politique et administrative deviennent souvent poreuses. Les transitions politiques peuvent alors modifier les équilibres de pouvoir au sommet de l'État sans nécessairement transformer les réseaux économiques qui structurent réellement l'économie. Dans ce contexte, la transition politique ne peut être analysée uniquement comme un changement institutionnel. Elle doit également être comprise comme une recomposition d'équilibres entre acteurs économiques et politiques.

Une transition confrontée aux contraintes du système

Les difficultés rencontrées par la Refondation apparaissent rapidement.

La Génération Z qui a contribué à la chute du régime se sent marginalisée dans la transition. Les réformes annoncées avancent lentement. Les tensions économiques persistent. Le gouvernement doit également gérer des contraintes structurelles importantes : déficit budgétaire, dépendance énergétique et fragilité des infrastructures.

Dans ces conditions, les marges de manœuvre sont limitées.

La transition se retrouve prise entre plusieurs pressions simultanées : les attentes sociales, les équilibres politiques internes et les exigences des partenaires internationaux.

Une dynamique déjà observée dans d'autres transitions africaines

Cette situation n'est pas unique à Madagascar.

De nombreux processus de transition politique en Afrique ont été confrontés à une tension similaire : comment transformer un système politique sans déstabiliser les structures économiques qui le soutiennent. Dans plusieurs cas, les transitions ont abouti à une recomposition des élites plutôt qu'à une transformation profonde des institutions. Le risque est alors que les élections organisées après une transition servent davantage à légitimer un nouvel équilibre de pouvoir qu'à modifier réellement les règles du jeu politique.

Dans plusieurs transitions africaines récentes, la stabilisation institutionnelle passe par l'organisation d'élections rapides. Mais ces élections peuvent également devenir un instrument de consolidation du pouvoir pour les acteurs déjà en place. Les technologies électorales modernes, notamment les systèmes biométriques, sont souvent présentées comme des garanties de transparence. Dans des contextes institutionnels fragiles, elles peuvent aussi renforcer la capacité de contrôle du processus électoral par ceux qui administrent l'infrastructure technologique.

Dans plusieurs cas, ces transitions s'étendent sur plusieurs années avant de déboucher sur des élections censées restaurer la normalité institutionnelle (exemple : 2009).

Le rôle croissant de la technologie électorale

Une autre dimension apparaît ainsi dans plusieurs transitions récentes : l'utilisation de technologies électorales avancées, notamment les systèmes biométriques.

Ces dispositifs sont souvent présentés comme des outils destinés à améliorer la transparence du processus électoral. Mais dans certains contextes, ils peuvent aussi renforcer la capacité de contrôle du processus par les autorités en place. La gestion des bases de données électorales, le contrôle des infrastructures numériques et l'accès aux systèmes d'identification peuvent devenir des instruments déterminants dans la compétition politique. Dans un environnement institutionnel fragile, la technologie ne garantit pas nécessairement l'équité du processus électoral.

Une refondation confrontée à ses contradictions

La dissolution du gouvernement en mars 2026 marque la fin d'une première phase de la Refondation.

Elle révèle surtout les contradictions qui traversent ce processus. La mobilisation populaire a ouvert la crise mais n'a pas structuré l'alternative politique. L'armée a permis la transition mais n'a pas porté de projet institutionnel clair. Les élites économiques ont conservé une influence importante dans les structures du pouvoir. Dans ces conditions, la transition s'est retrouvée confrontée à un dilemme classique : stabiliser le système ou le transformer.

Conclusion

La Refondation malgache restera sans doute comme l'un des épisodes politiques les plus intenses de l'histoire récente du pays. Elle a montré la capacité de la société à contester un pouvoir jugé défaillant.

Mais elle a également révélé la résilience d'un système où les structures économiques, politiques et institutionnelles restent profondément imbriquées. La question centrale demeure donc ouverte : une transition peut-elle réellement transformer un système si elle repose sur les mêmes équilibres qui l'ont façonné ?

Au fond, l'enjeu n'est peut-être plus seulement de savoir si la Refondation peut réussir. Il est de déterminer si ce processus sera capable d'échapper au cycle politique qui caractérise l'histoire récente de Madagascar : des ruptures spectaculaires suivies de recompositions élitaires qui finissent par reproduire les équilibres du système précédent. La Refondation a ouvert une brèche. Mais tant que les réseaux économiques, institutionnels et politiques qui structurent l'État resteront inchangés, chaque transition risque de prolonger ce cycle en produisant un nouveau pouvoir construit sur les mêmes fondations.

La mobilisation de la Génération Z a ouvert la crise. Mais la transformation du système dépendra désormais de la capacité de cette mobilisation à se structurer politiquement.

Sources et traçabilité

Sources institutionnelles et médiatiques publiques utilisées pour la chronologie et les faits mentionnés :

- Décisions et communiqués institutionnels relatifs à la transition politique malgache (octobre 2025 - mars 2026)
- Articles de presse et analyses politiques sur la transition
- Informations publiques sur les institutions financières malgaches et les enquêtes liées aux flux financiers internationaux
- Travaux comparatifs sur les transitions politiques africaines utilisés dans les dossiers Diapason.

Rédaction - Diapason

Diapason © Mars 2026

Think Tank : W751268275 / SIRET : 923 013 718 000 13

102 avenue des Champs Élysées, 75008 Paris